



COMMUNE D'OPIO

Alpes-Maritimes

10 | Règlement Local de Publicité

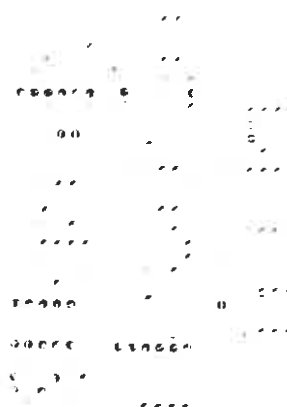
Révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme

Délibération du Conseil Municipal :	15 septembre 2022
Arrêt en Conseil Municipal :	20 mai 2025
Enquête publique :	du 7 octobre au 13 novembre 2025
Approbation :	27 janvier 2026

Modifications :	Mises à jour :

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Commune d'Opio



Juillet 2011

Sommaire

I - DISPOSITIONS GENERALES	3
Article 1 – Principe.....	3
Article 2 – Portée du règlement local.....	3
Article 3 – Définitions légales	3
Article 4- Déclarations et autorisations préalables.....	4
Article 5- Supports interdits à la publicité	5
Article 6 - Publicité sur palissade de chantier et échafaudage.....	5
Article 7 - Publicité, enseignes et pré-enseignes temporaires	5
Article 8 – Chevalets	6
Article 9 - Mobilier urbain.....	6
Article 10 – Affichage d’opinion et activité des associations à but non lucratif.....	6
Article 11 - Micro affichage.....	6
Article 12 - Publicité et pré-enseigne sur véhicules terrestres, sur l’eau et dans les airs	7
Article 13 - Caractéristiques d’implantation et entretien des dispositifs	7
Article 14 - Prescriptions relatives aux dispositifs publicitaires muraux	8
Article 15 - Dérogations	8
Article 16 - Pré-enseignes	8
Article 17 - Affichage « sauvage ».....	9
Article 18 - Sanctions	9
Article 19 - Taxation.....	9
II - DELEMITATION GEOGRAPHIQUE DES ZONES	9
Article 20 - Définitions et limites de zones	9
III-PUBLICITE : Dispositions spécifiques	10
Article 21 - Zone de publicité restreinte n°1 (ZPR 1) - Agglomération « Village ».....	10
Article 22 - Zone de publicité restreinte n°2 (ZPR 2) - Agglomération « San Peyre ».....	11
Article 23 – Zone de publicité autorisée (ZPA)	11
IV- LES ENSEIGNES : Dispositions spécifiques.....	12
Article 24 - Principes généraux relatifs à l’autorisation de pose d’enseigne.....	12
Article 25 – Prescriptions relatives à l’architecture du bâtiment support de l’enseigne	12
Article 26 – Prescriptions relatives aux enseignes perpendiculaires à la façade dites « enseignes drapeaux ».....	12
Article 27 – Prescriptions relatives aux enseignes scellées au sol.....	13
Article 28 – Prescriptions relatives aux enseignes lumineuses	13
V – LES PRE-ENSEIGNES : Dispositions spécifiques	13
Article 29 – En ZPR 1 - ZPR 2	13
Article 30 – Les pré-enseignes temporaires	13
VI – ANNEXES	13
Annexe 1 : Cartes des zonages (2)	13
Annexe 2 : Croquis explicatifs.....	13

Préambule

L'installation de publicités, d'enseignes et de pré enseignes est soumise à une réglementation spécifique.

- Le code général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la route et notamment les articles R418-1 à R418-9 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code pénal et notamment l'article R624-2 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L581-1 à L581-45 de la partie législative et les articles R581-1 à R581-88 de la partie réglementaire ;
- Loi N° 95-101 du 02 février 1995 ;
- Le décret N°2007-645 du 30 avril 2007, pris pour l'application de l'article L621-29.8 du Code du patrimoine ;

Ainsi l'objectif est de protéger le cadre de vie et les paysages contre la prolifération de l'affichage publicitaire.

Sont visées les publicités, enseignes et pré enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Principe

Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser informations et idées, quelle qu'en soit la nature, par le moyen de la publicité conformément aux lois et décrets en vigueur et sous réserve des dispositions du présent règlement.

Article 2 – Portée du règlement local

Afin d'assurer la protection du cadre de vie, le présent règlement et ses annexes fixent les règles applicables à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes, sans préjudice d'autres réglementations spécifiques et notamment le code de la route, le P.O.S ou le P.L.U.

Article 3 – Définitions légales

3.1 Publicité

Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des pré-enseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer, le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités (L.581-3 du code de l'environnement)

3.2 Publicité lumineuse

Constitue une publicité lumineuse, une publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet, à l'exception des dispositifs de publicité lumineuse ne supportant que des affiches éclairées par projection ou par transparence,

lesquels sont soumis aux dispositions des articles R.581-8 à R.581-25 du code de l'environnement (L.581-14 du code de l'environnement)

3.3 Enseigne

Constitue une enseigne, toute inscription, forme ou image, apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce (L.581-3 du code de l'environnement)

3.4 Pré-enseigne

Constitue une pré-enseigne, toute inscription, forme ou image, indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée (L.581-3 du code de l'environnement)

3.5 Voies ouvertes à la circulation publique

Par voie ouvertes à la circulation publique au sens de l'article L.581-2 du code de l'environnement, il faut entendre les voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif (R.581-1 du code de l'environnement)

3.6 Immeuble (au sens du code de l'environnement)

La notion d'immeuble est celle du code civil : il s'agit non seulement du bâtiment ou de la construction à l'intérieur de laquelle s'exerce une activité, mais également du terrain d'assiette de cette activité.

3.7 Agglomération

L'article R.110-2 du Code de la Route définit l'agglomération comme l'espace sur lequel sont regroupés des immeubles bâtis, et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet, le long de la route qui le traverse ou qui le borde.

Article 4- Déclarations et autorisations préalables

L'installation, le remplacement ou la modification d'un dispositif qui supporte de la publicité doit faire l'objet d'une déclaration préalable dans des conditions mentionnées aux articles R.581-6 et 7 du Code de l'Environnement ou d'une autorisation préalable, en vertu des articles L.581-9 (publicité lumineuse) et L.581-44 (dispositif scellé au sol) du code précité.

Sur les immeubles l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation municipale conformément aux dispositions des articles R.581-62 à 68 du Code de l'environnement.

Ces autorisations sont soumises à l'avis des Architectes des Bâtiments de France en application de l'article R.581-62 Code de l'Environnement (sites inscrits).

Pour être prises en considération, les déclarations et autorisations devront être accompagnées de l'ensemble des informations et pièces stipulées dans les formulaires établis par la Commune d'OPIO.

Article 5- Supports interdits à la publicité

En application des articles L.581-4 et L.581-8 du Code de l'environnement, toute publicité est interdite :

1. Sur les immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire,
2. Sur les monuments naturels et dans les sites classés,
3. Dans les cœurs des parcs nationaux et les réserves naturelles,
4. Sur les arbres,
5. A moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité des immeubles classés parmi les monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire,
6. Dans les zones de protection du patrimoine architectural et paysager,
7. Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière,
8. Sur les murs des bâtiments d'habitation, sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent que des ouvertures d'une surface inférieure à 0,50m²,
9. Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles,
10. Sur les murs de cimetière et de jardin public,
11. Sur tous les conteneurs à emballages ménagers ou industriels.

Article 6 - Publicité sur palissade de chantier et échafaudage

La publicité supportée par des palissades de chantier ayant donné lieu à une autorisation de voirie, est admise entre la date d'ouverture du chantier et celle de l'achèvement des travaux (seule la publicité concernant le chantier en cours est autorisée), sauf dans les zones de protection délimitées autour des sites classés ou monuments historiques ou en secteur sauvegardé.

La surface totale affectée à la publicité ne pourra toutefois dépasser 30% de l'ensemble, avec un maximum de 4m².

Article 7 - Publicité, enseignes et pré-enseignes temporaires

Des dispositifs de publicité, d'enseigne, de pré-enseignes et de jalonnement peuvent être autorisés, sur le domaine public et privé, à titre temporaire, lors de manifestations présentant un intérêt général dans le cadre d'animation économique, culturelle, touristique, salons, foires, spectacles, fêtes, manifestations culturelles, sportives ou associatives.

L'autorisation du Maire doit être sollicitée, par écrit, 15 jours au moins avant la date prévue pour le premier affichage.

La demande d'autorisation indique précisément les dates de la manifestation et de la communication, ainsi que les caractéristiques des dispositifs prévus (type, matériaux, dimension, lieu d'implantation).

Les dispositifs autorisés peuvent être installés 7 jours avant le début de l'opération. L'enlèvement doit intervenir le jour qui suit la fin de l'opération promotionnelle.

Article 8 – Chevalets

Il peut être autorisé de poser sur le domaine public, pendant les horaires d'ouverture, un seul chevalet par commerce, au droit de la vitrine, contenant la publicité ou la pré-enseigne. La pose de chevalet doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le Maire.

Le positionnement de ces supports ne doit pas gêner ni les déplacements, ni la sécurité des usagers et en particulier celle des personnes à mobilité réduite dans le respect de l'application des normes d'accessibilité requises.

La pose de tout autre support amovible sur le domaine public est interdite.

Article 9 - Mobilier urbain

Le mobilier urbain installé sur le domaine public ou privé de la commune d'Opio peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction et dans les conditions définies par les articles R.581-26 et 31 du Code de l'environnement, supporter de la publicité non lumineuse ou de la publicité éclairée par projection ou par transparence, sous réserve des restrictions édictées dans les différentes zones de publicité réglementées.

Article 10 – Affichage d'opinion et activité des associations à but non lucratif

Conformément aux dispositions des articles L.581-11 IV du Code de l'environnement, l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, est assuré sur du mobilier urbain spécialement aménagé à cet effet.

Aucune redevance ou taxe n'est perçue à l'occasion de cet affichage.

Article 11 - Micro affichage

La publicité ne peut pas recouvrir tout ou partie d'une baie. Toutefois, cette interdiction est levée lorsqu'il s'agit de la devanture d'un établissement temporairement fermé pour réfection ou à la suite d'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation de biens.

D'autre part, lorsqu'il s'agit d'un établissement commercial installé en rez-de-chaussée d'un immeuble ou d'une terrasse vitrée occupant le domaine public il sera possible d'installer des dispositifs publicitaires de type « micro-affichage » uniquement sur les vitrines, en dehors des portes.

Le nombre de dispositifs d'un même format est limité à trois, tout en respectant une surface totale d'affichage qui ne doit pas excéder 20% de la surface totale du vitrage avec un maximum de 1.5m².

La pose de dispositifs publicitaires de type « micro-affichage » sur les murs constituant la devanture, de part et d'autre des vitrines, est formellement interdite.

Article 12 - Publicité et pré-enseigne sur véhicules terrestres, sur l'eau et dans les airs

Elles sont en principe interdites.

Les véhicules terrestres utilisés ou équipés aux fins essentiellement de servir de support à de la publicité ou à des pré-enseignes ne peuvent stationner ou séjourner en des lieux où celles-ci sont visibles d'une voie publique ouverte à la circulation.

Ils ne peuvent ni circuler en convoi de plus de deux ou plusieurs véhicules, ni à vitesse réduite, ni dans les lieux interdits à la publicité en application de l'article 5 du présent règlement.

Toutefois, la publicité relative à l'activité exercée est admise sur le véhicule utilisé pour l'activité. De même, la publicité figurant sur les véhicules de transport en commun est admise.

Enfin, les dérogations pour les manifestations exceptionnelles peuvent être accordées par l'autorité de Police.

Article 13 - Caractéristiques d'implantation et entretien des dispositifs

Il est interdit d'apposer des placards, papillons, affiches ou marquages sur les signaux réglementaires et leurs supports, ainsi que sur tous les autres équipements intéressant la circulation routière. Cette interdiction s'applique également sur les plantations, trottoirs, chaussées et de manière générale sur tous les ouvrages situés dans l'emprise du domaine routier ou surplombant celui-ci, sauf autorisation municipale temporaire.

Concernant l'implantation des différents types de dispositifs, la libre circulation et la sécurité de tous les usagers (piétons, poussettes, personnes à mobilité réduite, etc...) doit être préservée

Tout dispositif publicitaire est interdit aux carrefours giratoires et dans un rayon de 10 mètres linéaires au-delà de la bordure extérieure du rond point, à l'exception des pré-enseignes temporaires autorisées et du jalonnement directionnel.

Tous les dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes faisant l'objet dudit règlement doivent être d'un aspect esthétique s'intégrant harmonieusement à l'environnement du lieu dans lequel ils sont implantés.

Les dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes, leurs supports, ainsi que le mobilier urbain, devront être construits en matériaux durables et être maintenus en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

La publicité lumineuse devra satisfaire aux prescriptions réglementaires en matière d'économie d'énergie et de prévention des nuisances lumineuses.

Ils devront constamment être maintenus en bon état de propreté et d'entretien par leurs propriétaires et/ou exploitants de manière à assurer la sécurité des personnes et maintenir un environnement agréable.

Toute cessation définitive d'activité implique la dépose de tous les dispositifs afférents, dans un délai de 3 mois à compter de la cessation.

Article 14 - Prescriptions relatives aux dispositifs publicitaires muraux

La publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture aveugle ne pourra avoir une surface supérieure à 2m², ni s'élever à plus de 4 mètres au-dessus du sol, ni à moins de 50 centimètres au dessus du sol. Le haut du panneau ne devra en aucun cas dépasser la ligne d'égout du toit de l'immeuble sur lequel il est apposé.

Les panneaux publicitaires ne pourront pas être installés sur toitures.

Ils ne devront pas empiéter sur tout motif architectural décoratif : corniche, chaînage d'angle, encadrement de baie, sculpture, bandeaux. Ils ne devront pas être apposés sur un mur dont l'enduit ou le revêtement est désagréé.

Aucune saillie du panneau publicitaire ne sera acceptée en débord du domaine public.

Une publicité non lumineuse doit être située sur le mur qui la supporte.

Si plusieurs panneaux sont installés sur un même mur pignon, ils devront avoir la même dimension et être, soit juxtaposés, soit superposés en respectant les lignes directives du bâtiment. Dans ce cas, une distance minimale égale au tiers de la plus petite dimension du panneau devra être respectée entre eux.

La publicité entraînant une modification de façade est soumise à déclaration préalable, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (article R.421-17a).

Article 15 - Dérogations

Les publicités, enseignes et pré-enseignes qui ne sont pas conformes au présent règlement, peuvent être maintenues, sous réserve de ne pas contrevenir à la réglementation antérieure, pendant un délai de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur de ce document.

La publicité effectuée en exécution d'une disposition législative ou réglementaire ou d'une décision de justice, ou destinée à informer le public sur les dangers qu'il encourt, ou des obligations qui pèsent sur lui dans certains lieux, peut déroger au présent règlement.

Article 16 - Pré-enseignes

Les pré-enseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (article L.581.19 du Code de l'environnement).

Certaines pré-enseignes peuvent déroger aux dispositions visées au premier alinéa du présent article lorsqu'il s'agit de signaler les activités :

- Particulièrement utiles pour les personnes en déplacement,
- Liées à des services publics ou d'urgence,
- Pour des activités s'exerçant en retrait de la voie publique,
- En relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales,
- Indiquant la proximité de monuments historiques, classés ou inscrits ouverts à la visite,

Les pré-enseignes visées par l'article L.581.19 du Code de l'environnement seront réalisées sous forme de barrettes de signalisation d'information locale, comportant le nom de l'activité uniquement sur une ligne de caractères, et d'un pictogramme se rattachant à l'activité.

- Les barrettes doivent faire 20 cm de haut par 1m de large.
- Le fond de la barrette doit être uni et de ton neutre.
- Le nombre de barrettes par support est limité à 5 maximum.

Les pré-enseignes dérogatoires auront jusqu'au 13 juillet 2015 pour être conformes à cet article.

Les supports et les barrettes de signalisation font l'objet d'une convention passée avec la commune.

Article 17 - Affichage « sauvage »

Est considéré comme affichage « sauvage » tout affichage, inscription ou dispositif, ne correspondant à aucunes obligations légales ou réglementaires, ni au présent règlement.

Tout « affichage sauvage » est interdit sur l'ensemble du territoire communal.

Les affichages situés sur des supports ou des lieux non-autorisés par le présent règlement sont aussi considérés comme des « affichages sauvages ». Les services municipaux se réservent la possibilité, sans préavis et sans délais, de déposer tous ces dispositifs.

Des sanctions administratives et pénales peuvent être requises à l'encontre des auteurs (afficheur, éditeur ou annonceur).

Article 18 - Sanctions

Toute infraction constatée au règlement pourra faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévues, notamment par les articles L.581-26 à L.581-45 du Code de l'environnement, à savoir principalement, la verbalisation, la suppression d'office de tout dispositif irrégulier, astreinte financière par jour de retard dans l'exécution des mesures demandées.

Article 19 - Taxation

Aucune délibération municipale n'a été prise pour instaurer la taxe locale sur la publicité extérieure (article L2333-6 du Code Général des collectivités Territoriales).

II - DELEMITATION GEOGRAPHIQUE DES ZONES

Article 20 - Définitions et limites de zones

Dans le souci de préserver l'environnement et le cadre de vie des Opians et afin de pouvoir adapter la réglementation nationale en fonction des spécificités locales, il est créé sur le territoire de la commune d'Opio, trois zones de publicité à réglementation spéciale, telles qu'elles sont délimitées sur le plan annexé au présent document et dont les règlements sont définis dans les articles suivants.

20.1 Zone de publicité restreinte n°1 (ZPR 1) – Agglomération « Village »

A partir du chemin du Sioresq et incluant notamment :

- La route du Village
- Le chemin du Village
- Le chemin du Baguier
- L'aire des Chênes
- La Place Lartigue

20.2 Zone de publicité restreinte n°2 (ZPR 2) – Agglomération « San Peyre »

Incluant notamment :

- La route Nice
- Le chemin des Eigages
- Le chemin de la Poste

20.3 Zone de publicité autorisée (ZPA)

Comprend l'ensemble du territoire communal, non compris les ZPR1 et ZPR2.

III-PUBLICITE : Dispositions spécifiques

Article 21 - Zone de publicité restreinte n°1 (ZPR 1) - Agglomération « Village »

Dans l'ensemble de la ZPR 1, telle que délimitée dans l'article 20.1, sont applicables les dispositions suivantes :

Publicité non-lumineuse :

- La publicité non-lumineuse est interdite, sous réserve des dispositions de l'article 8 relatives à la pose d'un chevalet.

Publicité lumineuse :

- La publicité lumineuse est interdite.

Mobilier urbain :

- Le mobilier urbain est autorisé, sous réserve de faire l'objet d'une convention avec la Commune d'Opio.

Article 22 - Zone de publicité restreinte n°2 (ZPR 2) - Agglomération « San Peyre »

Dans l'ensemble de la ZPR 2, telle que délimitée dans l'article 20.2, sont applicables les dispositions suivantes :

Publicité non lumineuse :

- La publicité sur dispositifs scellés au sol est interdite.
- La publicité murale d'une superficie maximale de 2m² est autorisée sous réserve d'un seul panneau par mur ou pignon, ce dernier devant avoir une superficie minimale de 16m².

Publicité lumineuse :

- La publicité lumineuse est interdite.

Mobilier urbain :

- Le mobilier urbain est autorisé, sous réserve de faire l'objet d'une convention avec la Commune d'Opio.

Les panneaux d'information :

- Ils sont destinés à recevoir des informations municipales et associatives.

Article 23 – Zone de publicité autorisée (ZPA)

Dans l'ensemble de la ZPA, telle que définie dans l'article 20.3, sont applicables les dispositions suivantes :

Publicité non lumineuse :

- La publicité ne peut être installée que sur le mobilier urbain faisant l'objet d'une convention avec la Commune d'Opio.

Publicité lumineuse :

- La publicité ne peut être installée que sur le mobilier urbain faisant l'objet d'une convention avec la Commune d'Opio.

Mobilier urbain :

- Le mobilier urbain est autorisé, sous réserve de faire l'objet d'une convention avec la Commune d'Opio.

Les panneaux d'information :

- Ils sont destinés à recevoir des informations municipales et associatives.

IV- LES ENSEIGNES : Dispositions spécifiques

Article 24 - Principes généraux relatifs à l'autorisation de pose d'enseigne

Les enseignes sont autorisées après avis des Architectes des Bâtiments de France et dans les conditions définies par le présent chapitre, en application de l'article L.581-18 et des articles R.581-55 à R.581-62 du Code de l'Environnement.

Toute installation, remplacement ou modification d'enseigne doit faire l'objet d'une déclaration en mairie. En fonction des circonstances, elle pourra être soumise à une autorisation du Maire.

Les commerçants doivent se limiter à une enseigne bandeau et une enseigne drapeau.

Dans le cas d'une devanture située à l'angle de deux rues, une enseigne drapeau et une enseigne bandeau peuvent être éventuellement admises sur chaque façade.

La publicité entraînant une modification de façade est soumise à déclaration préalable, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme (article R.421-17a).

Article 25 – Prescriptions relatives à l'architecture du bâtiment support de l'enseigne

Il conviendra de respecter la structure de l'immeuble et notamment le rythme des points porteurs.

Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment, s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte des ouvertures existantes, soit en s'alignant avec elles, soit en étant centrées par rapport à elles.

Les auvents fixes ou construits sont interdits. Les stores bannes sont autorisés s'ils ne sont pas imposants et devront respecter le rythme du bâtiment.

Les stores / bannes ne masqueront pas l'éclairage public ou la signalisation.

D'une manière générale, l'enseigne respectera les éléments architecturaux de l'immeuble (moulures, balcons...). L'installation d'une enseigne devant une baie, un balconnet, sur le garde-corps d'un balcon ou sur une toiture est interdite.

Les coloris choisis devront respecter le nuancier de la Commune. Il est préférable de ne pas utiliser plus de trois couleurs pour ne pas obtenir un style bariolé.

Article 26 – Prescriptions relatives aux enseignes perpendiculaires à la façade dites « enseignes drapeaux »

L'enseigne drapeau est un élément de signalétique permettant d'indiquer la présence et l'identité d'un commerce. Située perpendiculairement à la façade, elle permet de repérer à distance le commerce.

Ces enseignes ayant pour objectif d'animer les façades, une signalétique plus originale que l'enseigne en bandeau pourra être admise. Toutefois, elles ne seront acceptées que si elles sont de qualité décorative et donnent un cachet au commerce.

L'enseigne drapeau peut être double face et ne dépassera pas 50 x 50 x 10 cm. Le débord par rapport à la façade sera de 70 cm maximum (support compris). Son positionnement ne devra pas dépasser l'appui de la fenêtre du premier étage.

Article 27 – Prescriptions relatives aux enseignes scellées au sol

En ZPR 1, les totems signalétiques supports d'enseignes sont interdits.

En ZPR 2, seul peut être autorisée par établissement (sur le terrain propre de l'opération), le long de chaque voie bordant l'immeuble, une enseigne scellée au sol n'excédant pas 3m².

Aucun autre type de dispositif scellé ou posé au sol (flamme montée sur mat, kakémono...) ne sera autorisé dans ces zones.

Article 28 – Prescriptions relatives aux enseignes lumineuses

Seules les enseignes apposées à plat sur façade peuvent bénéficier de dispositifs d'éclairage externes.

Les enseignes lumineuses ne sont autorisées que si elles ne sont pas clignotantes (à l'exception des croix de pharmacie).

Les dispositifs d'éclairage ou les enseignes lumineuses seront éteintes de 22h30 à 6h00.

V – LES PRE-ENSEIGNES : Dispositions spécifiques

Article 29 – En ZPR 1 - ZPR 2

Les pré-enseignes sont interdites à l'exception :

- Des pré-enseignes dérogatoires tel que décrit à l'article 26 du présent règlement,
- Des panneaux de signalisation routière directionnelle,
- Des dispositions de l'article 8 relatives à la pose d'un chevalet.

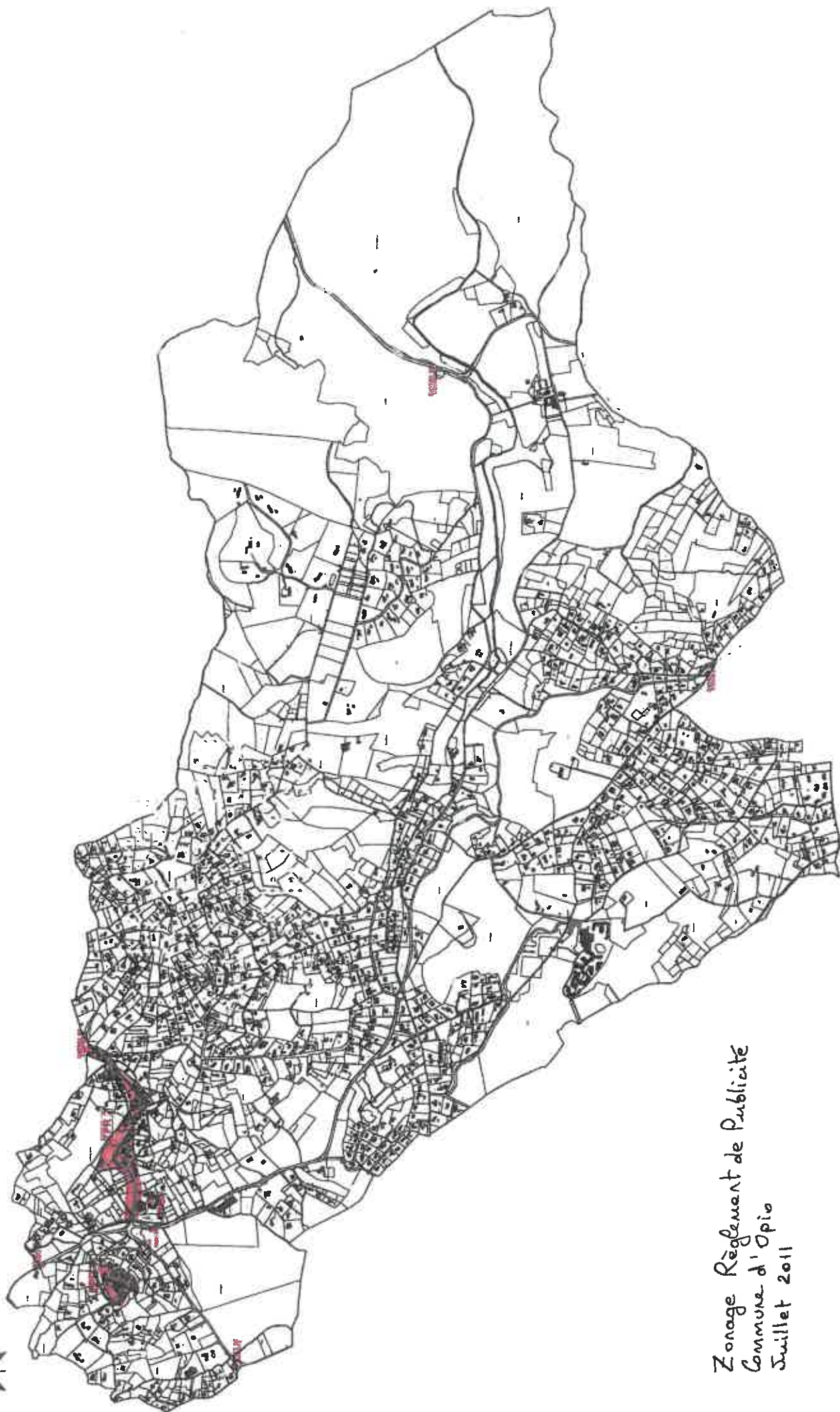
Article 30 – Les pré-enseignes temporaires

Les pré-enseignes temporaires signalant des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique pourront être installées aux carrefours de la FONT-NEUVE, du TOURREVISTE et au PARC DE LOISIRS, après autorisation du Maire.

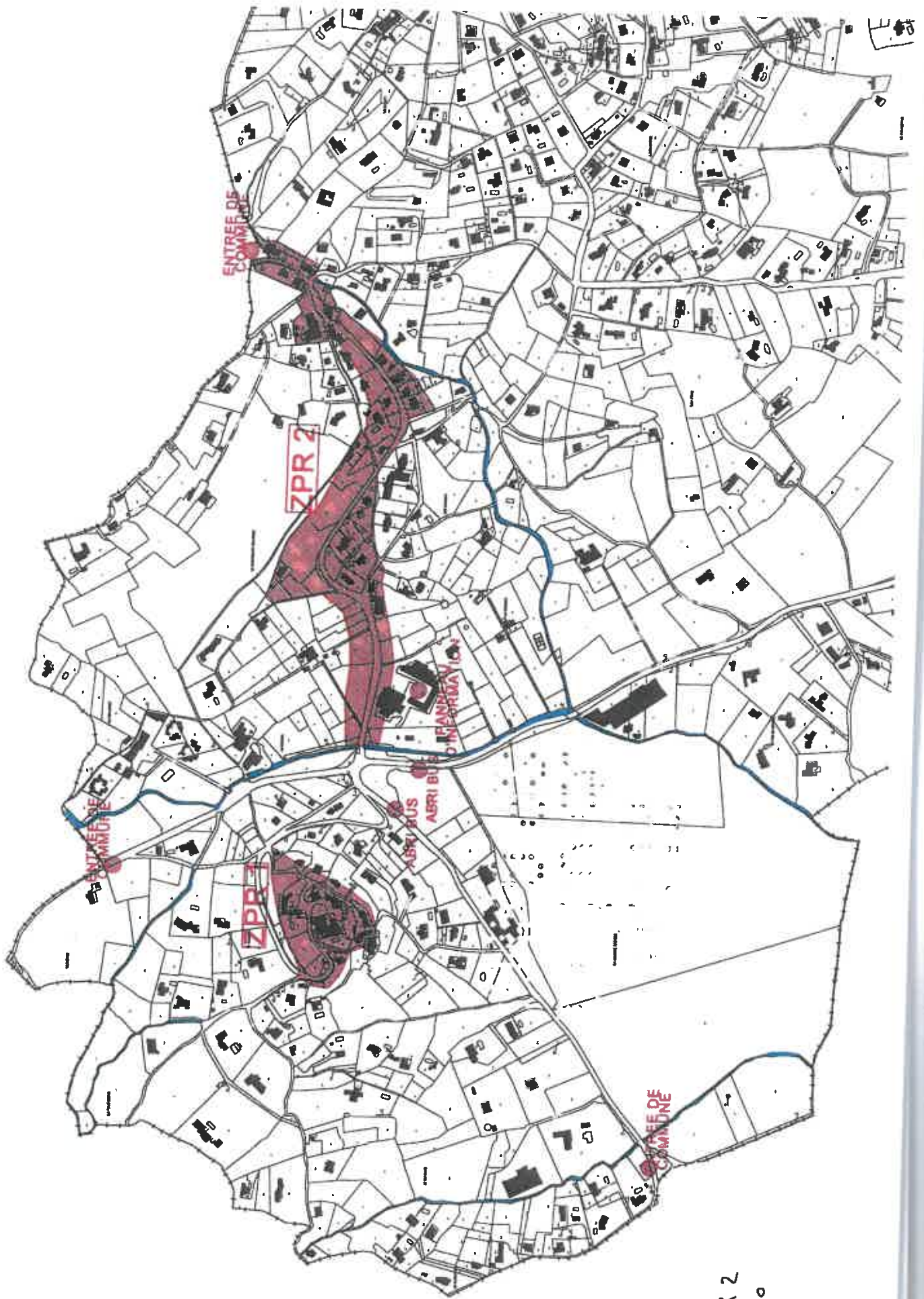
VI – ANNEXES

Annexe 1 : Cartes des zonages (2)

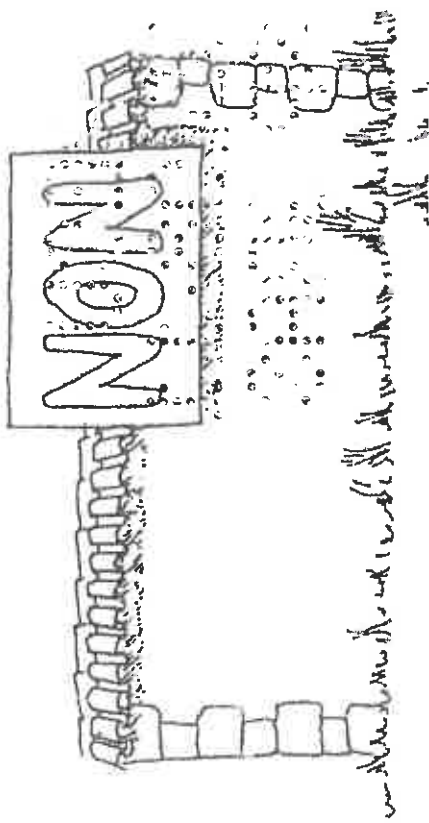
Annexe 2 : Croquis explicatifs



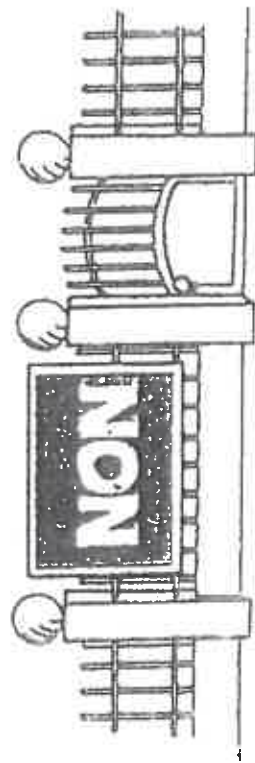
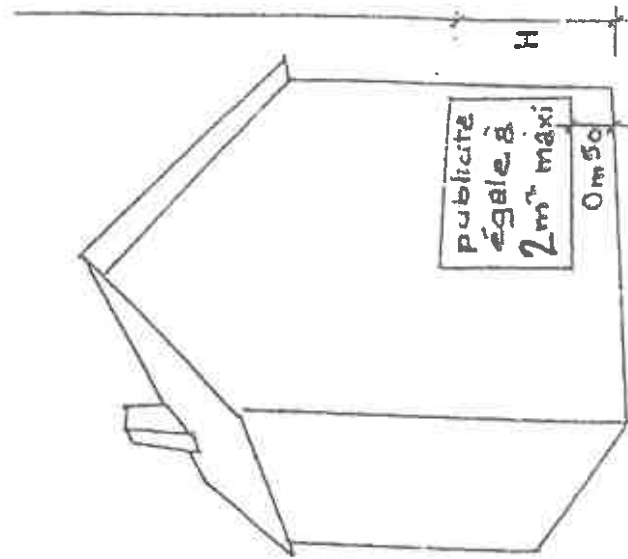
Zonage Règlement de Publicité
Commune d'Opio
Juillet 2011

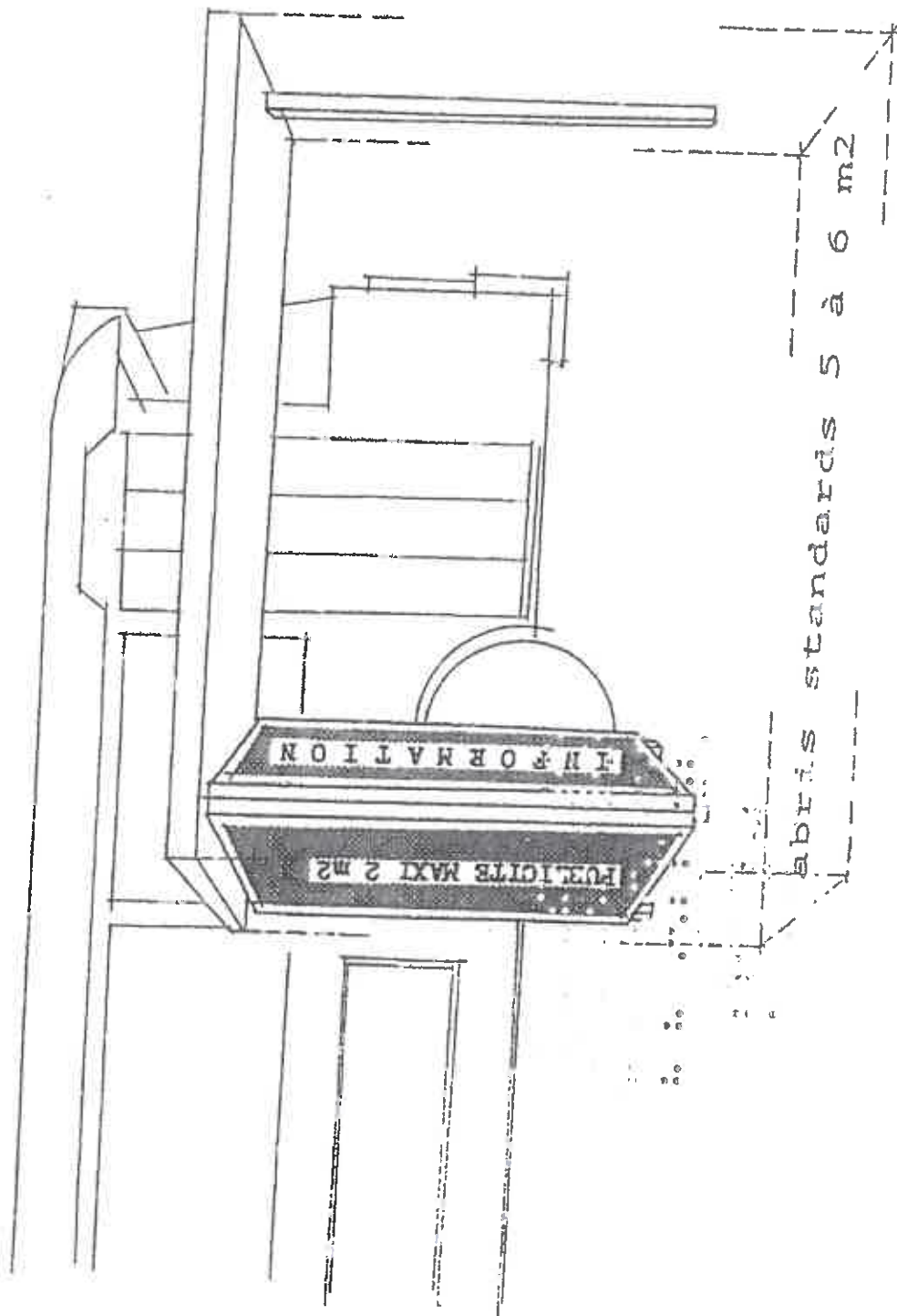


ZPR1 - ZPR2
Commune d'Opio
Smillet 2011



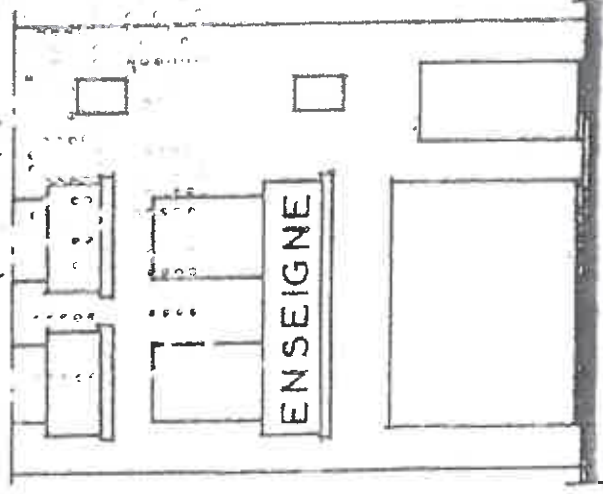
agglomération égale ou inférieure à 2000 hab.
Hauteur au sol 4,00 m maximum 0,50 m minimum



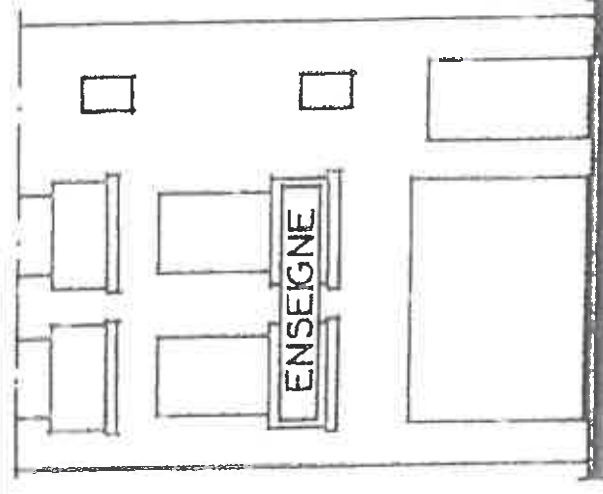


ENSEIGNES PARALLELES

ENSEIGNE INTERDITE SUR GARDE-CORPS

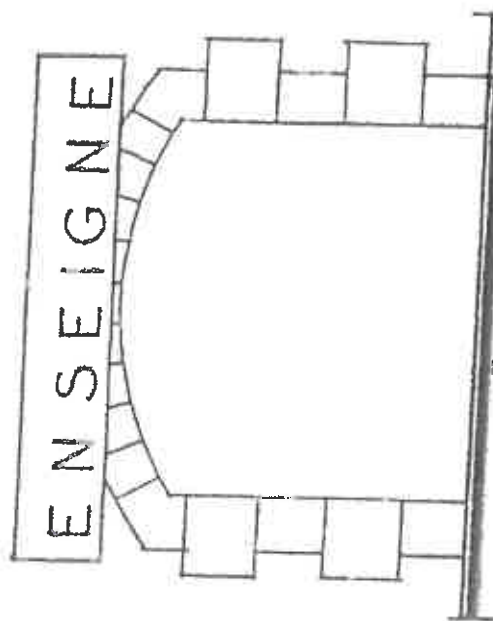
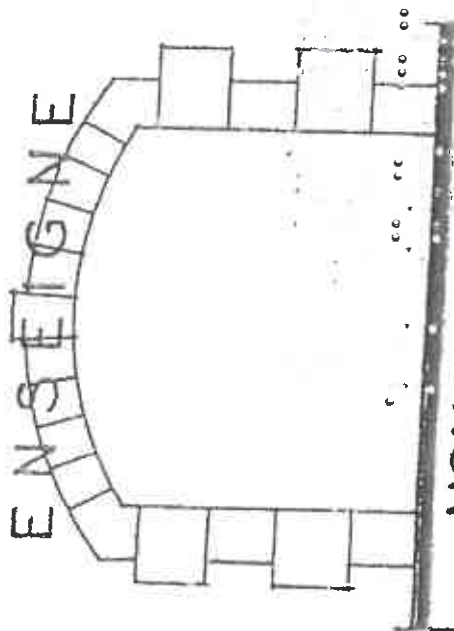


NON (pose sur balcon)



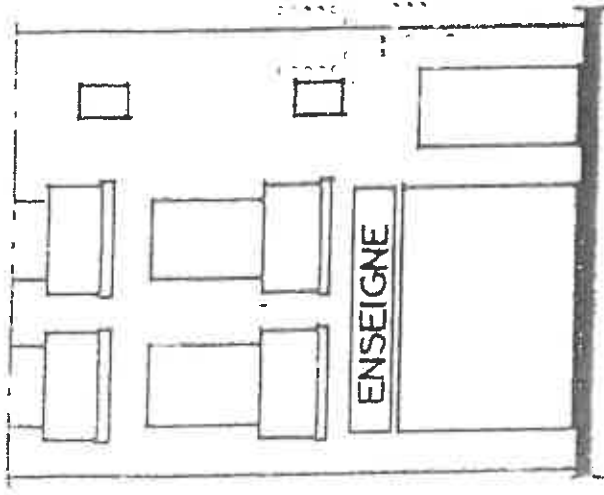
NON (pose sur balcon)

ENSEIGNES PARALLELES

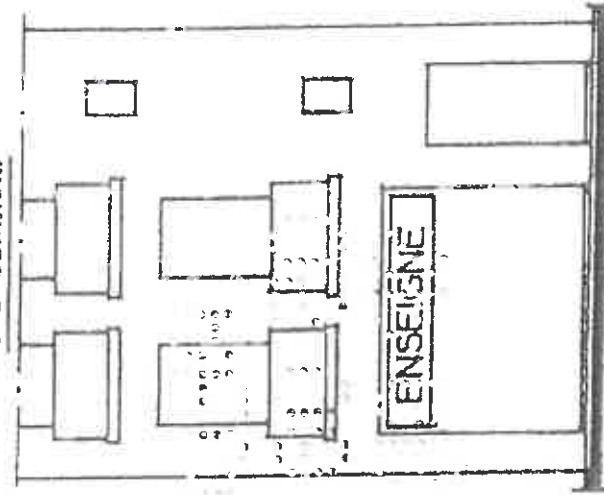


ENSEIGNES PARALLELES

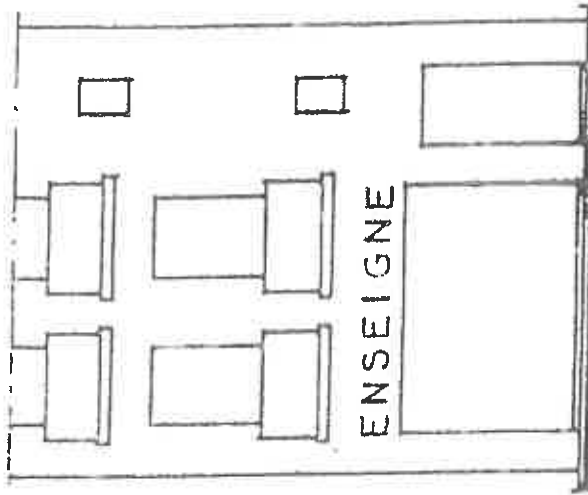
CAS GENERAL



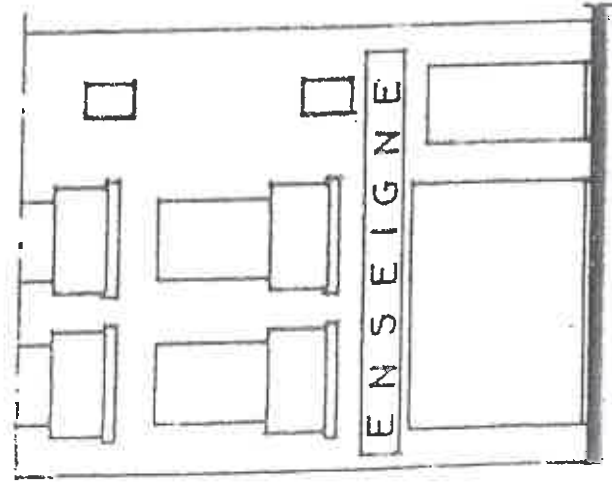
OUI (panneaux uniquement)



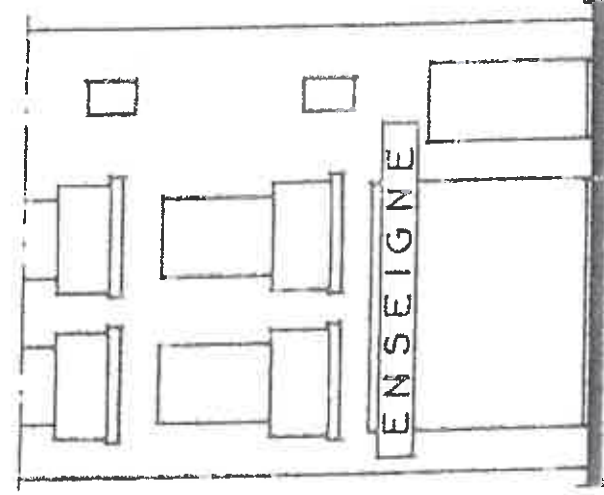
OUI (caisson ou panneau)



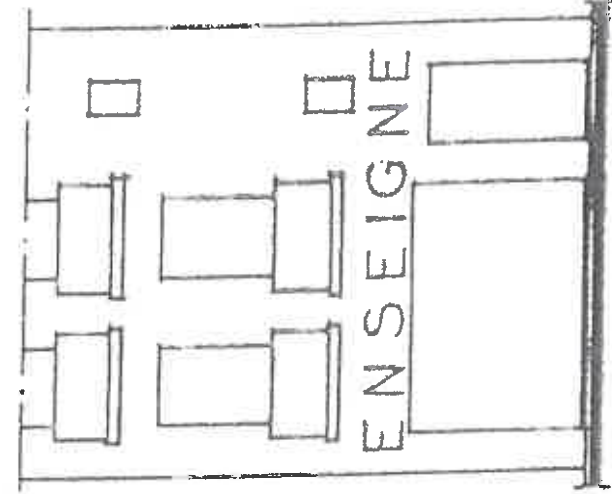
OUI (lettres en applique)



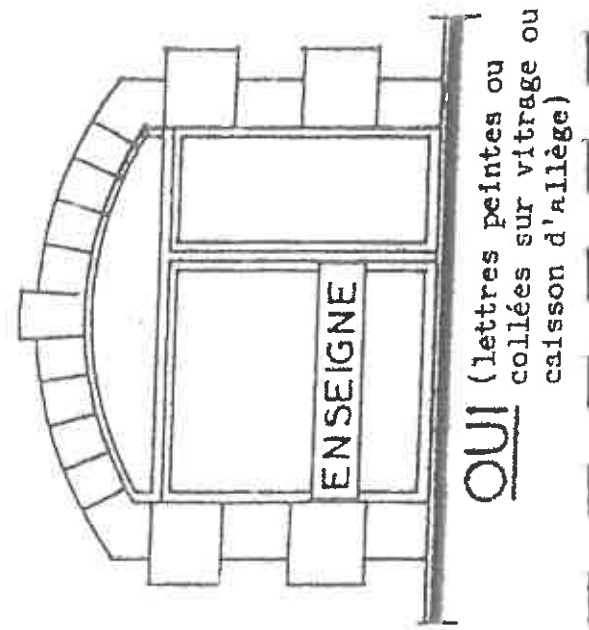
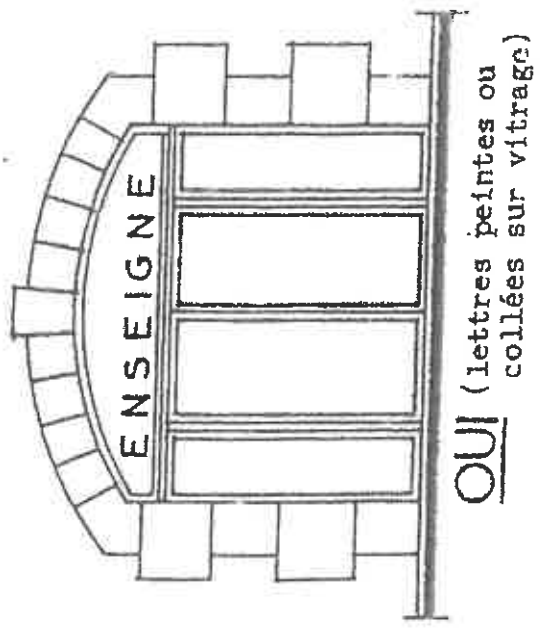
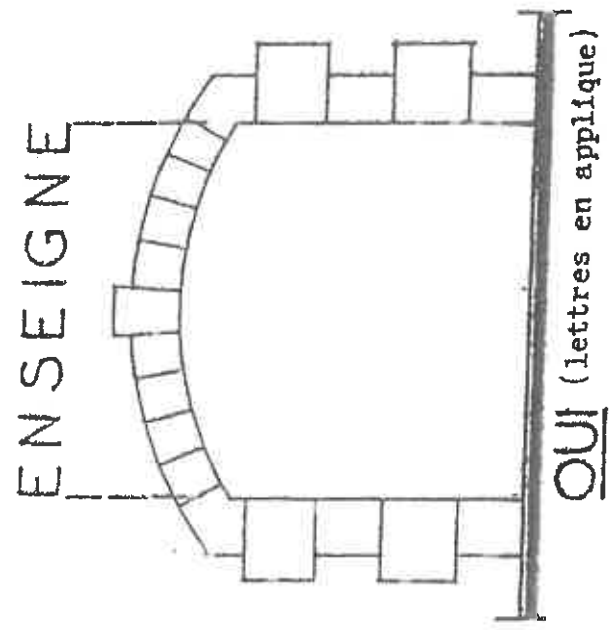
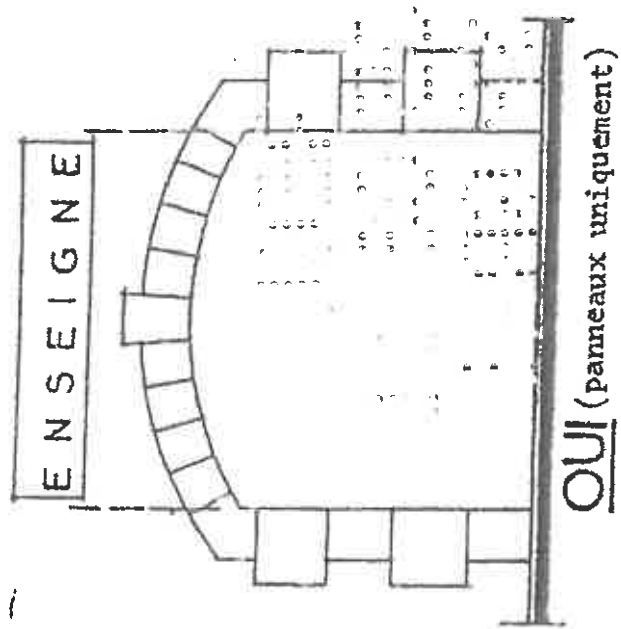
NON



NON

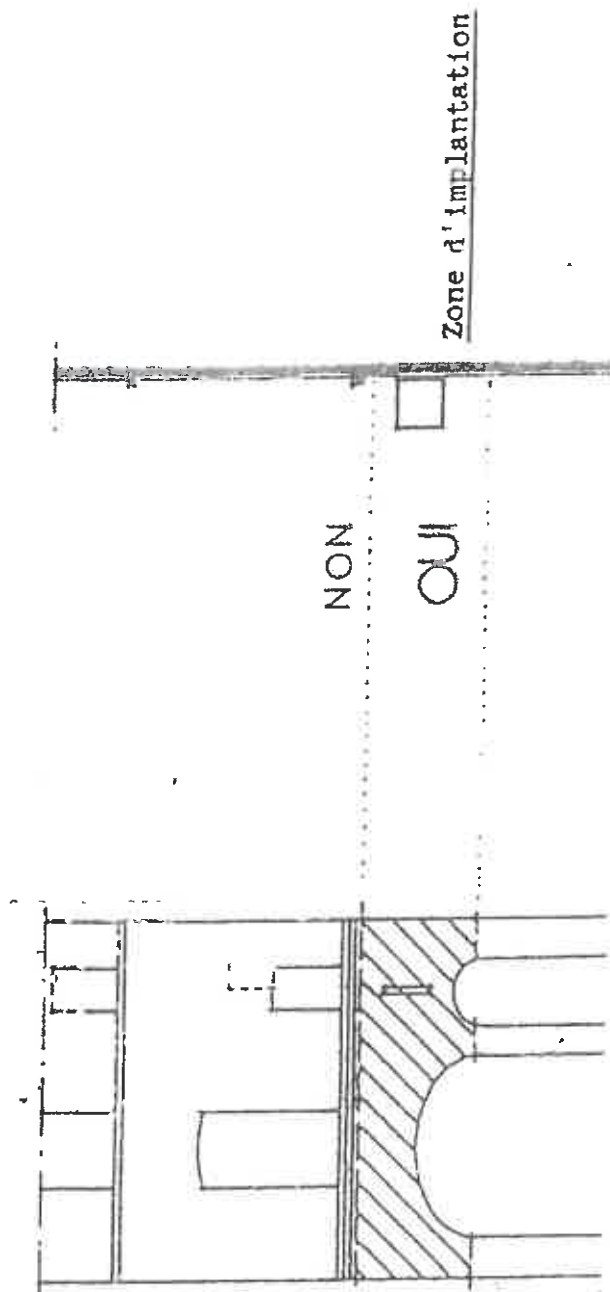
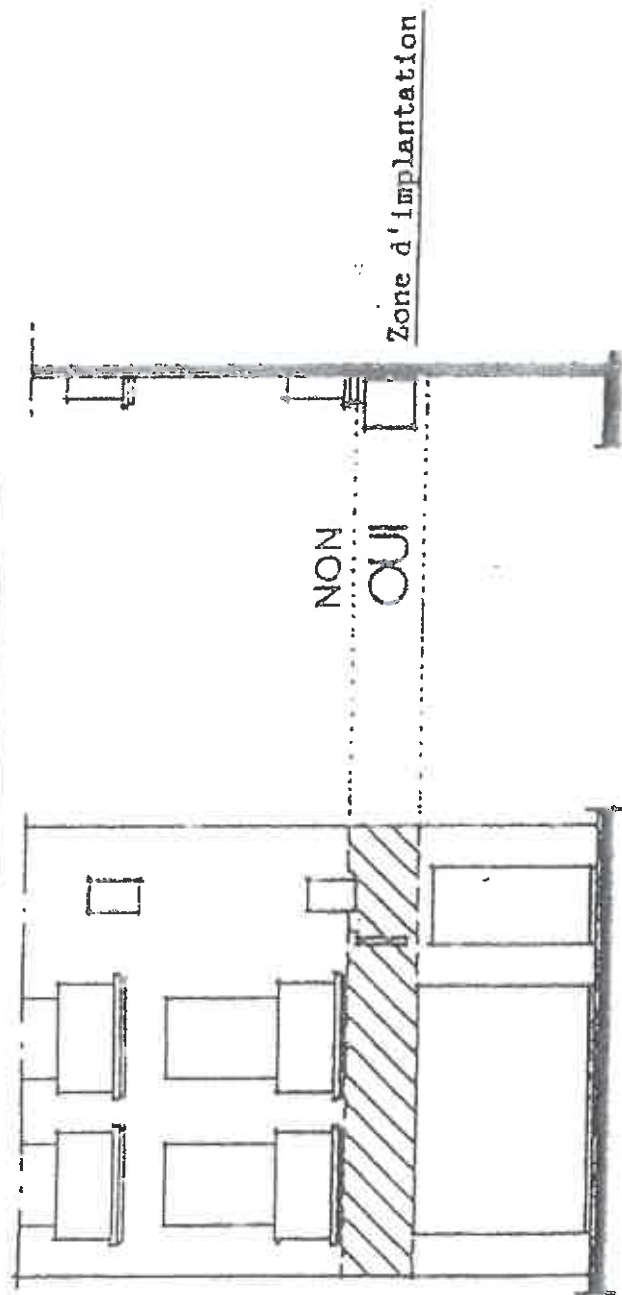


NON



LES ENSEIGNES PERPENDICULAIRES AU MUR

(EN DRAPEAU OU SUR POTENCE)



LES ENSEIGNES PERPENDICULAIRES AU MUR

EXEMPLES

